

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 22/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LAVAUX SA**

La Ballastière  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VI 06/06/2025 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010006935

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement LAVAUX SA implanté Les Veaux 36320 Villedieu-sur-Indre. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVAUX SA
- Les Veaux 36320 Villedieu-sur-Indre
- Code AIOT : 0010006935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située au lieu-dit « Les Veaux » sur le territoire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert d'alluvions anciennes dont la superficie autorisée est de 17 ha 47 a 60 ca. L'activité consiste en l'extraction à la pelle de sables et graviers autorisée par l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2004 et prorogé par l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 26 avril 2023. La production maximale autorisée est de 80 000 tonnes par an.

La carrière se trouve à proximité immédiate de la carrière de calcaire également exploitée par la société LAVAUX SA, au lieu-dit « Le Bois du Prieuré ». L'extraction est réalisée à l'aide d'une pelle sur chenilles et d'une dragline sur une profondeur de 13m maximum par rapport à la cote du terrain naturel : 9,5 m hors-d'eau et 3,5 m en eau. La pelle réalise un pré-stock ou charge directement les tombereaux. Ces derniers alimentent l'installation de traitement située sur la carrière de calcaire. Aucun bâtiment n'est en place sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b	Sans objet
2	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b	Sans objet
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-6-A-a	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-6-A-b	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-6-B	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  La qualité des eaux souterraines de la nappe du Jurassique fera l'objet d'une surveillance. A cette fin, trois piézomètres seront mis en place, y compris au moins un en amont.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate sur le plan annuel mise à jour au 16 décembre 2024, la présence des 3 piézomètres.

<p>-Piézomètre aval n°1 (132.21m NGF)</p> <p>-Piézomètre aval n°2 (139.08m NGF)</p> <p>-Piézomètre amont n°3 (134.12m NGF)</p> <p>L'exploitant répond ainsi aux prescriptions de l'article III.5.A.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 14 octobre 2004.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque ouvrage devra notamment répondre aux caractéristiques suivantes :</p> <p>le piézomètre doit pénétrer d'au moins 5 mètres dans la nappe,</p> <p>le diamètre de forage doit permettre après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement</p> <p>le tubage est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe ;</li> <li>• d'un tube crépiné entre le niveau piézométrique et le fond, avec massif filtrant ;</li> <li>• d'un couvercle coiffant verrouillable à la partie supérieure du type plein, situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les piézomètres respectent la caractéristiques techniques notamment la partie supérieure de l'ouvrage est situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piézomètres seront implantés, par rapport au sens d'écoulement des eaux, conformément au plan joint au présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un en amont au Sud-Est de l'exploitation</li> </ul>

- deux en aval au Nord-Est et au Nord-Ouest de l'exploitation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le piézomètre PZ3 est positionné en amont hydraulique, PZ1 et PZ2 sont positionnés en aval hydraulique, respectant ainsi l'implantation prescrite dans l'article III.5.A.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 14 octobre 2004.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le niveau d'eau dans chaque piézomètre sera relevé mensuellement. Les valeurs seront consignées dans un registre prévu à cet effet. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les relevés mensuels sont réalisés et consignés depuis 2016 dans un registre qui a été présenté à l'inspection des installations classées. Ces données sont dans le rapport de suivi des eaux 2025 mise à jour au 28 mai 2025 par l'exploitant.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-5-A-b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des analyses des eaux prélevées dans chaque piézomètre seront réalisées semestriellement. Les contrôles porteront sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH</li> <li>- température</li> <li>- matières en suspension</li> <li>- DCO</li> <li>- conductivité</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Oxygène dissous</li> <li>- Hydrocarbures totaux</li> <li>- Azote global</li> <li>- Phosphore total</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate dans le rapport de suivi des eaux 2025 mise à jour le 28/05/2025 par la société Lavaux, que les analyses des eaux prélevées dans chaque piézomètre sont contrôlés sur l'ensemble des paramètres prescrit dans l'article III-5-A-b de l'arrêté préfectoral du 14/10/2004 et les résultats d'analyses sont conformes.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Prévention des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-6-A-a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gardiennage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'accès de la carrière est contrôlé et que en dehors des heures d'ouverture, le site est fermé physiquement par une barrière permettant d'en interdire l'accès.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Prévention des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-6-A-b</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant a pris toutes les dispositions pour que les dangers soient signalés. L'inspection constate la pose de pancartes de part et d'autre de l'entrée du site ainsi qu'à proximité des zones clôturées. L'information est donc en adéquation avec les prescriptions de l'article III.6.A.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 14 octobre 2004.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article III-6-B

**Thème(s) :** Risques chroniques, Incendie et explosion

**Prescription contrôlée :**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**

Le site de la carrière "Les veaux" n'a aucune structure bâtie, aucune structure de traitement du matériaux extrait et donc l'installation n'est pas pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, seuls les matériels d'exploitation (Tombereaux, Pelles mécaniques) sont dotés individuellement de matériels de défense incendie adéquates, adaptés et conformes aux normes en vigueur et ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite